

Délibération n° 138/2018 du 23 août 2018 autorisant la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) à prendre en consignation des fonds dans le cadre de l'acquisition de l'ancien bâtiment « Géant Casino » par préemption à la suite de son adjudication judiciaire

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** l'arrêté n° 74/2018 du 22 mars 2018 portant décision de préempter les parcelles cadastrées I 83, 84, 85, 228, 229, 230, 231 et 232 et les constructions y édifiées notifié par lettre avec accusé de réception au greffier du tribunal d'Instance de PAPEETE le 3 avril 2018 ;
- **Considérant** que la commune a exercé son droit de préemption dans le cadre de l'adjudication de l'ancien magasin GEANT CASINO en se substituant à M. Félix LAI pour un prix d'adjudication de 460 000 000 FCFP augmenté des frais d'adjudication ;
- **Considérant** que l'action contentieuse engagée devant le tribunal civil par l'avocat du liquidateur de la société CIPE et devant le tribunal administratif par l'avocat de M. Félix LAI empêche le paiement des sommes précitées ;
- **Considérant** que la commune doit néanmoins consigner ces sommes à la Caisse des dépôts et consignations pour démontrer sa capacité financière à acquérir ce bien ;
- **VU** l'avis favorable des membres de la Commission des ressources réunie en date du 08 août 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – En application des dispositions visées, la somme de cinq cent vingt-cinq millions de francs CFP (525 000 000 F CFP) sera versée en consignation à la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre de l'acquisition de l'ancien bâtiment « Géant Casino ». Cette somme sera déconsignée sur le fondement d'un arrêté de déconsignation.

Article 2 – Le Maire est autorisé à signer tout document nécessaire à la parfaite exécution de cette opération.

Article3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché,
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

